



Hayek et Polanyi, sur le destin et le choix

Ayşe Buğra

Institut Atatürk d'histoire moderne turque, Social Policy Forum
(Université du Bosphore, Istanbul)

Sociétés politiques comparées

37, sept.-déc. 2015

ISSN 2429-1714

Article disponible en ligne à l'adresse : http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia3_n37.pdf

Citer le document : Ayşe Buğra, « Hayek et Polanyi, sur le destin et le choix », *Sociétés politiques comparées*, 37, sept.-déc. 2015.



HAYEK ET POLANYI, SUR LE DESTIN ET LE CHOIX

Ayşe Buğra

Hayek (1899-1992) et Polanyi (1886-1964) sont parmi les grands intellectuels du xx^e siècle et ils sont tous deux originaires d'Europe centrale, une région située au cœur des développements économiques et politiques qui ont secoué le monde dans l'entre-deux-guerres et durant la Seconde Guerre mondiale. Ils ont vu de près la grande crise économique de 1930, la montée du fascisme, l'établissement du régime soviétique, la Seconde Guerre mondiale puis les tensions de la guerre froide. Le contexte historique dans lequel ils ont forgé leurs théories les a amenés à réfléchir aux liens entre l'économie et la politique, ou entre les systèmes économiques et les régimes politiques. Si leurs analyses les ont souvent conduits à des résultats diamétralement opposés, il existe aussi d'intéressantes intersections entre les cheminements de leurs raisonnements¹.

Les positions critiques qu'ils ont adoptées à l'égard de la naturalisation de l'économie opérée par les économistes classiques du xix^e siècle forment partie intégrante de leurs approches théoriques et, étant donné le thème de notre réunion, elles constituent un sujet pertinent pour nous. Mais ce qui m'a également incitée à revisiter ces deux auteurs est leur préoccupation pour le « destin de l'homme » et l'« avenir de la civilisation », qui sont des termes qui reviennent fréquemment dans leurs ouvrages. C'est à partir de ces termes que Polanyi et Hayek abordent la question de la possibilité d'influer sur le caractère des relations socio-économiques par l'action politique. Cette question a une importance centrale pour l'analyse de l'histoire du néolibéralisme dans nos sociétés contemporaines ; une histoire marquée par la formule célèbre de Margaret Thatcher - TINA, « There is no alternative » (« Il n'y a pas d'autre choix possible ») -, contredite par un autre slogan devenu tout aussi célèbre : « Another world is possible » (« Un autre monde est possible »). C'est dans ce contexte néolibéral qu'Alain Touraine, dans *Comment sortir du libéralisme*², se demandait si notre société était encore capable d'utiliser ses idées, ses espoirs et ses conflits pour agir sur elle-même.

Les réponses de Polanyi et Hayek à cette question seraient sans doute fort différentes, et cette différence fait écho à celles que l'on trouve dans les fondements méthodologiques de leur rejet de la naturalisation de l'économie. Pour clarifier ces différences, on peut comparer les arguments que l'un et l'autre proposent pour critiquer le processus de naturalisation au niveau individuel, à partir des discussions que chacun développe autour de la nature humaine, ou au niveau conceptuel, à partir de la compréhension que chacun se fait du marché autorégulateur et de son rôle dans l'ordre économique et social.

¹ Cette lecture a été donnée par Ayşe Buğra lors de la 7^e Rencontre européenne d'analyse des sociétés politiques des 6 et 7 février 2014, dont le thème était « L'économie est-elle un appareil idéologique de naturalisation ? ». Elle est également publiée en anglais sous le titre « Hayek and Polanyi on choice and inevitability » dans la revue *Teoria politica*, Annali V, 2015.

² A. Touraine, *Comment sortir du libéralisme ?*, Paris, Fayard, 1998.

Au niveau individuel, Polanyi et Hayek développent une problématisation de l'hypothèse de base de l'économie politique selon laquelle la poursuite rationnelle de l'intérêt privé constitue la force motrice de toute action. Au cours du XIX^e siècle, quand « l'étude du phénomène de la richesse » était la définition la plus courante de l'économie politique, l'intérêt privé signifiait l'intérêt matériel. Comme le formule très clairement J. S. Mill dans *On the Definition of Political Economy*, l'étude scientifique de l'économie politique reposait alors sur une approche de l'homme comme un être qui, par sa nature, est toujours mu par la soif de richesse, essaie d'éviter l'ajournement de la satisfaction de ses désirs et a une aversion pour le travail.

Polanyi et Hayek rejettent cette caricature de l'*homo œconomicus* au nom d'une conception alternative de la nature humaine. Pour eux, l'homme est toujours et partout un être social. Ce n'est donc pas l'économie de l'*homo œconomicus* mais l'économie de l'homme comme être social qu'il faut étudier.

Dans leur approche de l'homme comme être social, Polanyi et Hayek suivent des trajectoires différentes, qui les amènent à des positions politiques différentes. Pour parler de ces différences, je commencerai par une comparaison des arguments qu'ils mobilisent pour critiquer le postulat de la rationalité des économistes classiques. Je m'appuierai ensuite sur cette comparaison pour discuter les termes *artificiel*, *naturel* et *spontané* qu'ils utilisent dans leurs analyses de l'économie de marché et de son rôle dans la société.

Dans sa critique de l'économie politique du XIX^e siècle, Polanyi insiste sur le fait que, pour analyser l'économie humaine, on doit commencer non par le comportement de l'individu mais par les caractéristiques de l'ordre social, qui forment et donnent un sens au comportement humain. Cette approche méthodologique le conduit à établir une distinction entre l'économie formelle et l'économie substantive. Selon une définition formelle, l'économie serait le domaine des activités ayant pour but l'allocation de ressources rares afin d'assouvir des besoins – ou des désirs – infinis ; c'est-à-dire un domaine défini par la rareté et le choix. Selon une définition substantive, elle serait un processus d'approvisionnement en moyens de satisfaire des besoins matériels, un processus organisé par des institutions particulières. Ainsi, l'approche substantive met l'accent sur les déterminants sociaux du comportement économique et englobe l'approche formelle comme un cas particulier qui serait pertinent seulement dans le cadre d'une économie de marché autorégulateur.

Polanyi souligne que la définition formelle de l'économie, qui prend la recherche rationnelle de l'intérêt privé comme motivation unique de l'activité économique, est née dans le contexte historique de l'économie de marché autorégulateur du XIX^e siècle. Une période unique et exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité, où l'économie, au lieu d'être encadrée dans la société, est apparue comme un domaine autonome qui n'était plus socialement régulé. Comme il l'écrit dans *La Grande Transformation*³ :

« Aucune société, c'est vrai, ne peut exister sans qu'un système d'un type ou d'un autre assure l'ordre dans la production et la distribution des biens. Mais cela n'implique pas l'existence d'institutions économiques séparées ; normalement, l'ordre économique est simplement fonction de l'ordre social qui le contient [...]. La société du XIX^e siècle, dans laquelle l'activité économique était isolée et attribuée à un mobile économique distinct, fut en vérité une nouveauté singulière » (*La Grande Transformation*, p. 106).

Au cours de cette « nouveauté singulière », toute la structure institutionnelle de la société a été formée, ou reformée, selon les exigences du système de marché autorégulateur qui définit l'économie désencastrée. Selon Polanyi, l'élément le plus important du modèle institutionnel de cette économie est la représentation du travail, de la terre et de l'argent comme des marchandises. Cette représentation de ces éléments de production, qui ne sont évidemment pas des biens produits pour être vendus, est une fiction, mais c'est cette fiction qui constitue le fondement de l'économie de marché :

³ K. Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* [1944], Paris, Gallimard, 1983.

« Une économie de marché doit comporter tous les éléments de l'industrie – travail, terre et monnaie inclus [...]. Mais le travail n'est rien d'autre que ces êtres humains eux-mêmes dont chaque société est faite, et la terre, que le milieu naturel dans lequel chaque société existe. Les inclure dans le mécanisme du marché, c'est subordonner aux lois du marché la substance de la société même » (*La Grande Transformation*, p. 106).

La Grande Transformation est en large partie un livre sur les conséquences désastreuses de ce développement exceptionnel. Bien que Polanyi considère l'économie de marché comme une utopie brutale, incompatible avec la nature humaine et la réalité de la société humaine, il ne conteste pas la validité de l'hypothèse de la rationalité économique, et donc l'approche formelle de l'économie. Il accepte, en d'autres mots, que l'*homo oeconomicus* ait une réalité dans un ordre économique qui n'est pas compatible avec la nature humaine. Pour lui, comme la montée de la pauvreté et de la misère humaine l'a révélé :

« La société économique est soumise à des lois *qui ne sont pas* des lois humaines [...]. A partir de ce moment, le naturalisme hante la science de l'homme, et la réintégration de la société dans le monde des hommes devient l'objectif visé avec persistance par l'évolution de la pensée sociale » (*La Grande Transformation*, p. 172).

Pour Hayek, le problème se pose d'une façon tout à fait différente. Au lieu d'insister sur les motivations des acteurs économiques, il critique la conceptualisation de la connaissance humaine par les économistes classiques. Dans le sillage des économistes autrichiens de la première génération, Menger en particulier, il met l'accent sur le fait que l'une des hypothèses de base de l'économie politique du XIX^e siècle suppose que tous les sujets économiques ont une pleine connaissance de toutes les variables qui entourent une situation de choix économique. Comme Menger l'a écrit :

« La présupposition de la régularité sans faille de phénomènes économiques et de la possibilité d'une théorie économique dans les sens différents de ce terme, ne renvoie pas seulement au dogme de l'omniprésence des intérêts individuels, mais aussi au dogme de "l'infailibilité" et de "l'omniscience" des êtres humains dans les affaires économiques » (*Problems of Economic Sociology*, 1883).

L'idée que les êtres humains ne sont pas omniscients se trouve au centre de tout ce qu'a écrit Hayek sur le système économique. Elle est aussi au cœur de sa pensée politique. Comme il le dit dans *Scientisme et sciences sociales*⁴ :

« La connaissance concrète qui guide l'action d'un groupe de personnes n'existe jamais comme un ensemble cohérent et logique. Elle existe seulement sous la forme dispersée, incomplète et incohérente sous laquelle elle apparaît dans de nombreux esprits : cette dispersion, cette imperfection de toute connaissance est un des faits fondamentaux d'où doivent partir les sciences sociales » (*Scientisme et sciences sociales*, p. 36).

Que ce fait fondamental n'ait pas été le point de départ de l'économie politique du XIX^e siècle s'explique, selon Hayek, par les erreurs liées au rationalisme qui guide l'œuvre des économistes classiques, celle de J. S. Mill en particulier. Pour Hayek, le XIX^e siècle constitue un point tournant dans l'étude de la société. Comme il écrit dans *Scientisme et sciences sociales* :

« Dans la première moitié du XIX^e siècle, une nouvelle attitude se fit jour. Le terme de "science" fut de plus en plus restreint aux disciplines physiques et biologiques qui commencèrent au même moment à prétendre à une rigueur et à une certitude particulières qui les distingueraient de toutes les autres. Leur succès fut tel qu'elles en vinrent bientôt à exercer une extraordinaire fascination sur ceux qui travaillaient dans d'autres domaines ; ils se mirent rapidement à imiter leur enseignement et leur vocabulaire » (*Scientisme et sciences sociales*, p. 8).

Pour Hayek, l'économie politique est l'une des victimes de cette tendance scientiste qui consiste en l'imitation des méthodes propres à l'observation des phénomènes naturels par ceux qui cherchent à étudier

⁴ F. von Hayek, *Scientisme et sciences sociales* [1953], Paris, Plon, 1953.

les phénomènes sociaux. C'était surtout sous l'influence de J. S. Mill que les économistes ont commencé à vouloir expliquer des systèmes d'interaction hautement complexes en termes d'effets de causalités uniques.

Cette façon de problématiser la naturalisation de l'économie est évidemment très différente de celle de Polanyi, qui recherche les déterminants de l'orientation de la pensée économique et sociale du XIX^e siècle dans les caractéristiques exceptionnelles d'une société exceptionnelle. Pour Hayek, cette société est ni exceptionnelle ni désagréable. L'économie de marché autorégulateur est, selon lui, l'institution qui définit la civilisation à la défense de laquelle son ouvrage est consacré. Une intéressante discussion semble ainsi s'engager entre ces deux auteurs autour du caractère et des implications, pour la société humaine, de l'économie du marché.

Le marché autorégulé est, pour Hayek, un système de coordination de l'information qui assure une allocation efficace des ressources :

« Le problème d'assurer un usage efficace de nos ressources est ainsi très largement celui de savoir comment la connaissance des circonstances particulières du moment peut être le plus efficacement utilisée, un problème qui peut être résolu seulement par un mécanisme qui délèguera les décisions particulières à ceux qui possèdent et qui saura en extraire l'information générale qui leur permettra de faire le meilleur usage des circonstances particulières qu'ils sont seuls à connaître. C'est précisément la fonction qu'accomplissent les divers "marchés" » (*Scientisme et sciences sociales*, pp. 161-162).

Quelle est la nature de ces « divers marchés » ? Comment sont-ils formés ? A ces questions, Hayek répond par la dichotomie entre le « naturel » et l'« artificiel ». Il souligne que le mot naturel est souvent utilisé pour désigner ce qui est inné ou instinctif, tandis que l'artificiel désigne le produit d'une décision raisonnable. Mais, entre les produits d'instinct et les produits de raison, il y a des règles et des institutions qui évoluent de manière spontanée, c'est-à-dire non artificielle et donc, en un sens, tout à fait naturelle (*La Présomption fatale*⁵, pp. 19-41) Le marché, pour Hayek, est l'une de ces institutions.

L'esprit humain est limité dans sa capacité de connaître et d'utiliser toutes les informations pertinentes pour le fonctionnement du marché. Mais chaque individu possède et utilise des morceaux d'informations qui lui permettent de faire des choix et de prendre des décisions pour atteindre certains objectifs. Ces morceaux d'informations sont mis ensemble par le marché, et les actes intentionnels des individus aboutissent à des résultats qui ne sont voulus individuellement par personne. Ce que l'on appelle l'économie n'est pas une entité objective, comme le sont les objets d'étude des sciences naturelles, mais la conséquence non intentionnelle d'actions intentionnelles.

Nul esprit humain, ni celui de l'ingénieur, ni celui du planificateur, ne serait capable de faire ce que fait le marché afin de ramasser et d'utiliser la connaissance dispersée, incomplète et imparfaite pour arriver, par dessein, à un résultat désirable. Le marché est une réponse à la faillibilité des capacités mentales des êtres humains, et croire que ce qu'il réussit à faire pourrait être accompli par l'ingénierie sociale ou la planification centrale est une « présomption fatale ».

Dans l'œuvre d'Hayek, le développement du marché est situé, avec le développement des règles morales, dans un processus de l'évolution culturelle. Celle-ci présente des ressemblances avec l'évolution biologique, mais des différences existent aussi entre les deux types de processus évolutionnaire. L'évolution culturelle, notamment, avance par sélection des groupes et non par sélection individuelle.

Hayek, comme tous les grands penseurs, peut être lu de maintes façons. Je pense qu'il ne serait pas erroné de voir dans son œuvre la défense du long processus qui a abouti à une civilisation fondée sur l'économie du marché autorégulateur et les morales traditionnelles, qui, elles aussi, ont un caractère spontané. Le mot

⁵ F. von Hayek, *La Présomption fatale* [1988], Paris, PUF, 1993.

qu'Hayek utilise est bien spontané et non pas naturel, mais le spontané, comme le naturel, est le contraire de l'artificiel, qui représente ce qui est raisonné et dirigé vers des fins préconçues. Et la différence entre le spontané et le naturel perd de son importance, étant donné la façon dont l'ennemi de la civilisation est défini : comme toute tentative artificielle d'intervenir dans l'ordre spontané que forment le marché et les règles de moralité.

Tout ce que Polanyi a écrit peut être lu comme une réponse directe à cette conception de l'économie de marché comme ordre spontané. Rien ne semble aussi éloigné de sa pensée que la vision du marché autorégulateur comme le résultat d'une évolution longue et spontanée. Pour Polanyi, ce phénomène extraordinaire et destructif n'aurait jamais pu devenir une réalité sans l'intervention délibérée du gouvernement :

« [...] les marchés libres n'auraient jamais pu apparaître si on avait laissé les choses suivre leurs cours [...]. La voie du libre-échange a été ouverte, maintenue ouverte, grâce à un accroissement énorme de l'intervention continue, organisée et commandée à partir du centre » (*La Grande Transformation*, p. 189).

L'« accroissement énorme » dont parle Polanyi était nécessaire surtout pour le démantèlement des obstacles à la marchandisation du travail, de la terre et de l'argent – une évolution qu'il juge incompatible avec la réalité d'une société humaine. Là où Polanyi parle d'intervention politique créatrice d'un marché autorégulateur, Hayek voit les dangers qu'entraînerait toute tentative d'exercer un contrôle sur les processus spontanés qui ne sont pas des produits de la raison humaine, et ses écrits ont pour objectif de nous prévenir de ceux-ci. On peut essayer de comprendre cette évolution et ce qui est accompli par les institutions, et les règles qui en résultent. Mais chercher à les modifier, à les améliorer ou à les remplacer par d'autres qui seraient plus efficaces ou plus justes relève des « présomptions fatales » du rationalisme qui a donné ce qu'il nomme les « maux » du socialisme et de l'Etat-providence.

Les mots tels que « soumission », « obéissance », « résignation » et « humilité » reviennent très souvent dans les écrits d'Hayek, qui les place au-dessus de l'« arrogance », de l'« orgueil » et de l'« hubris » du rationaliste.

« C'est la soumission de l'homme aux forces impersonnelles du marché qui, dans le passé, a rendu possible le développement d'une civilisation qui sans cela n'aurait pu se développer ; c'est par cette soumission quotidienne que nous contribuons à construire quelque chose qui est plus grand que nous pouvons le comprendre [...] Le refus de céder aux forces que nous ne comprenons pas et ne reconnaissons pas comme résultant des décisions des êtres intelligents est le produit d'un rationalisme incomplet et partant erroné. [...] [Le rationaliste] ne comprend pas qu'il faut, ou bien détruire cette civilisation complexe, ou bien choisir entre la soumission aux forces impersonnelles et en apparence irrationnelles du marché, et l'institution d'un pouvoir arbitraire » (*La Route de la servitude*⁶, p. 148).

Ces lignes ont été écrites en 1944, alors que la mémoire de la grande crise économique était encore fraîche. Aussi, Hayek s'est senti obligé d'ajouter la phrase suivante :

« Dans son désir d'échapper aux restrictions pénibles qui lui sont imposées aujourd'hui, l'individu ne se rend pas compte que les restrictions autoritaires délibérément imposées à leur place seront encore plus dures » (*La Route de la servitude*, p. 148).

La Route de la servitude avait été écrit contre les dangers du socialisme. L'appel à la soumission aux forces impersonnelles du marché que l'on y trouve est répété, souvent avec les mêmes mots, dans *La Constitution de la liberté*⁷, publié près de vingt ans plus tard, en réaction cette fois à la menace de l'Etat-providence qui, selon Hayek, recèle des dangers semblables à ceux du socialisme, nécessitant à nouveau de défendre la

⁶ F. von Hayek, *La Route de la servitude* [1944], Paris, PUF, 1985.

⁷ F. von Hayek, *La Constitution de la liberté* [1960], Paris, Editions Litec, 1994.

liberté. Dans les deux cas, ces arguments illustrent bien ce qu'Hirschman⁸ définit comme l'une des trois thèses de la rhétorique réactionnaire : celle de la « mise en péril », selon laquelle le coût des tentatives de la réforme serait trop élevé, en ce sens qu'elle risquerait de porter atteinte à de précieux avantages ou droits précédemment acquis.

Ce que l'on risque de perdre, pour Hayek, n'est rien de moins que la civilisation. Pour la défense de cette civilisation, il développe patiemment la thèse de la mise en péril contre les manifestations du rationalisme, que celui-ci prenne la forme du socialisme ou de l'Etat-providence. Non pas qu'Hayek soit contre toute tentative de réforme. Comme il l'explique dans un chapitre (ou plutôt une annexe) de *La Constitution de la liberté* intitulé « Pourquoi je ne suis pas un conservateur ? », la position libérale qui est la sienne

« [...] n'est hostile ni au changement, et là où l'évolution spontanée a été étouffé par des contrôles gouvernementaux, [le libéral] réclame une profonde révision des mesures prises. Si l'on considère l'essentiel des actions politiques aujourd'hui dans le monde, on peut dire que ces actions donnent au libéral bien peu de raisons pour vouloir conserver les choses en état. Et qu'elles lui donnent plutôt le sentiment que le plus urgent serait un peu partout de balayer les obstacles à la libre croissance » (*La Constitution de la liberté*, p. 395).

Ce passage confirme une observation faite par Corey Robin dans son livre *The Reactionary Mind*⁹, selon laquelle « tous les conservateurs sont réactionnaires mais tous les réactionnaires ne sont pas conservateurs ». Il me semble qu'il ne serait pas erroné de qualifier Hayek de réactionnaire radical plutôt que de conservateur, comme nous y invite un épisode rapporté par Naomi Klein dans son livre *La Stratégie du choc*¹⁰. Hayek, qui admire les réformes introduites par Pinochet, choisit en 1981 le Chili comme lieu d'une réunion de la Société Mont-Pellerin, dont il est l'un des fondateurs. Au retour de cette réunion, il écrit à Margaret Thatcher pour lui conseiller de prendre exemple sur les réformes mises en place au Chili. Cette dernière lui répond que son conseil est un peu difficile à suivre, les institutions démocratiques de l'Angleterre imposant de procéder plus lentement... Autrement dit, Thatcher, au moins à ce moment, a eu une position moins radicale que celle d'Hayek, qui souhaitait « balayer les obstacles » au progrès.

« En un sens, écrit Hayek, la civilisation est progrès, et le progrès, civilisation [...]. La préservation de cette sorte de civilisation que nous connaissons dépend de la mise en œuvre de forces qui, dans des conditions favorables, sont source de progrès » (*La Constitution de la liberté*, p. 40).

C'est à partir de cette idée qu'il clarifie sa position, qui n'est pas conservatrice :

« Et même s'il faut "un frein sur le véhicule du progrès" [de Collingwood, *The New Leviathan*], je ne puis, pour ce qui me concerne, me contenter d'actionner le frein. Ce que le libéral doit se demander essentiellement, ce n'est pas à quelle vitesse et jusqu'où nous devons aller, mais où nous voulons aller » (*La Constitution de la liberté*, p. 394).

Dans le chapitre « Le sens commun du progrès » de *La Constitution de la liberté*, Hayek présente le progrès comme un processus de l'évolution sociale qui n'est pas mis en œuvre par la raison humaine vers une fin préconçue. Par sa nature, écrit-il, le progrès ne peut être planifié, et l'on ne sait jamais s'il va aboutir à un état qui serait plus satisfaisant que l'état antérieur. Hayek ne fait jamais de fausses promesses, mais, face aux réactions contre les problèmes sociaux et écologiques entraînés par l'industrialisme ou le capitalisme, il se montre particulièrement ferme dans son opposition à tout ralentissement de la vitesse du progrès :

« Un fléchissement, même limité, de notre taux de progression risque de nous être fatal » (*La Constitution de la liberté*, p. 52).

⁸ A. O. Hirschman, *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.

⁹ C. Robin, *The Reactionary Mind. Conservatism from Edmund Burke to Sarah Palin*, New York, Oxford University Press, 2011.

¹⁰ N. Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Arles, Actes Sud, 2008.

Les différences entre les pensées politiques de ces deux auteurs apparaissent clairement dans le débat sur le lien entre progrès et survie de la civilisation. Dans le chapitre de *La Grande Transformation* intitulé « Habitation contre l'amélioration », Polanyi écrit que « nulle part la philosophie libérale n'a connu l'échec plus éclatant que dans son incompréhension du problème du changement » (p. 59). Selon lui, cette incompréhension découle d'une croyance absolue dans la spontanéité, une croyance qui rend aveugle au rôle de l'Etat :

« La croyance dans le progrès spontané nous rend nécessairement aveugle au rôle de l'Etat (*gouvernement*) dans la vie économique. Ce rôle consiste souvent à modifier le rythme du changement, en l'accélérant ou en le ralentissant, selon le cas. Si nous croyons ce rythme inaltérable – ou pire, si nous estimons sacrilège d'y toucher – alors, il ne reste naturellement pas de place pour l'intervention » (*La Grande Transformation*, p. 64).

On observe ici un renversement dans l'utilisation d'un autre terme clé par Polanyi et Hayek. L'« inévitable », pour Hayek, définit le choix nécessaire entre la soumission aux forces impersonnelles du marché et la répression par des restrictions autoritaires délibérément imposées à leur place. Polanyi nous dit que c'est d'une intervention de l'État qu'est né le développement destructif du système du marché autorégulé. Mais il nous dit aussi que la société, avec tous les groupes sociaux qui la constituent, s'est défendue pour se protéger contre les effets destructifs de ce développement.

Cette autoprotection de la société contre l'expansion des marchés, qu'Hayek appelle le *contre-mouvement*, est une réaction sociale tout à fait spontanée et qui va au-delà des intérêts de classes. A l'inévitabilité du choix entre la soumission aux forces impersonnelles qui résident dans l'ordre spontané ou l'esclavage par des forces personnelles qui appartiennent à l'ordre artificiel de l'interventionnisme politique, Polanyi oppose, lui, l'inévitabilité de ce contre-mouvement. Et, comme Hayek, il ne fait pas de fausses promesses. Le contre-mouvement, chez lui, ne prend pas nécessairement des formes viables, moralement acceptables ou politiquement souhaitables ; ainsi, il présente le fascisme allemand comme la forme extrême de sa manifestation, et insiste sur la relation entre l'économie libérale et le fascisme :

« L'obstruction faite par les libéraux à toute réforme comportant planification, réglementation et dirigisme a rendu pratiquement inévitable la victoire du fascisme » (*La Grande Transformation*, p. 330).

Polanyi compare la privation totale de la liberté par le fascisme avec le reniement, par le libéral, de la réalité du pouvoir, ce qui est la même chose que de renier la réalité de la société. Devant cette dichotomie, Polanyi, comme Hayek, nous invite à la résignation, résignation cette fois à la réalité du pouvoir. Et, une fois acceptée, cette réalité ouvre le chemin non pas à l'esclavage, mais à l'action politique entreprise pour la défense de la liberté. Dans le dernier chapitre de *La Grande Transformation*, intitulé « La liberté dans une société complexe », Polanyi insiste sur le fait que la liberté individuelle ne peut exister que dans la mesure où elle est voulue, et protégée contre les forces de la bureaucratie ou les forces sociales anonymes par des lois et des institutions délibérément créées.

Dans la première phrase de *La Grande Transformation*, Polanyi annonçait l'effondrement de la civilisation du XIX^e siècle. Le marché autorégulateur, écrivait-il, est « la source et la matrice » de cette civilisation, et, étant donné son effet destructif sur la société humaine, il est également la cause de son effondrement. Or, à la fin des années 1970, moins d'un demi-siècle après la publication de *La Grande Transformation*, on assistait à une autre vague d'expansion mondiale de l'économie de marché, qui prenait la forme de la marchandisation du travail, de la terre et de l'argent.

Comme je l'ai écrit dans *New Capitalism in Turkey*¹¹, le développement du néolibéralisme en Turquie montre bien que l'instauration d'une économie de marché ne peut être vue comme un phénomène spontané. Des lois et des institutions, introduites délibérément par des forces bien personnelles, ont formé la condition nécessaire de sa mise en place. A l'heure actuelle, le gouvernement au pouvoir en Turquie est souvent présenté comme d'un islamisme « modéré », mais très peu de chose pourrait être qualifié de modéré dans son approche fondamentaliste du marché et dans sa foi dans le progrès à tout prix.

Durant les grandes manifestations de l'été 2013, les membres de ce gouvernement ont été très surpris devant ces milliers de gens, de tous âges et de toutes classes sociales, dans toutes les villes du pays, déterminés à lutter contre tout ce qui menaçait leur environnement social et naturel. Hayek aurait été très inquiet face à la « présomption fatale » de ces femmes et hommes croyant à la possibilité de remplacer l'ordre existant par un autre qui serait meilleur. Probablement nous aurait-il proposé, encore une fois, une version de sa thèse de la mise en péril...

Les manifestations en Turquie faisaient partie d'une vague mondiale que la revue *The Economist* a comparée aux mouvements sociaux de 1848 en Europe, de 1968 en Europe et aux Etats-Unis, et de 1989 dans l'Empire soviétique. Malgré les différences des revendications et des idiomes, les manifestations qui ont bouleversé nombre de villes du monde en 2013 ont défini un moment vraiment polanyien : elles étaient spontanées et non planifiées, et elles exprimaient la volonté de changer un ordre social dit « sans alternative ».

De ce contre-mouvement à l'échelle mondiale, Polanyi aurait dit qu'il était « inévitable ». Mais, pour lui, le domaine de l'inévitable, défini par la nature humaine et la nature de la société humaine, finit là. Comme toujours, l'avenir reste incertain, parce que, comme toujours, les développements à venir sont déterminés par la volonté politique et par l'action politique.

¹¹ A. Buğra et O. Savaşkan, *New Capitalism in Turkey. The Relationship between Politics, Religion and Business*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2014.

Hayek et Polanyi, sur le destin et le choix

Résumé

La relation entre ordre socio-économique et action politique est un thème central des œuvres de Polanyi comme d'Hayek. Bien que l'un et l'autre abordent cette relation à travers une même critique du postulat rationaliste sous-jacent à l'économie politique du XIX^e siècle, leurs critiques suivent des trajectoires méthodologiques différentes. Cette conférence explore ces différences méthodologiques et montre que l'insistance d'Hayek sur les limites de la raison humaine et sur la faillibilité de l'homme l'amène à voir dans la soumission aux forces impersonnelles de l'ordre spontané du marché la seule façon d'éviter la perte de la liberté individuelle. Au contraire, en considérant l'économie comme un processus institué, l'approche de Polanyi ouvre la voie à l'action politique et définit un spectre de choix où la liberté pour l'homme devient possible. Cette thèse m'a été inspirée par les protestations de 2013, notamment celles qui se sont déroulées en Turquie contre le fondamentalisme de marché imposé à la société par le gouvernement conservateur religieux. En tant que manifestation d'une volonté politique de contrôler son propre environnement social et naturel, ces protestations constituent l'arrière-plan de la réflexion sur les contributions respectives et comparées de Hayek et Polanyi.

Hayek et Polanyi, on choice and inevitability

Abstract

The relationship between socioeconomic order and political action is a central theme pursued by Hayek and Karl Polanyi. Although Hayek and Polanyi approach this relationship through a shared criticism of the rationality postulate underlying the 19th century political economy, their criticisms follow different methodological trajectories. This article explores these methodological differences to argue that Hayek's insistence on the limits of human reason and the fallibility of man leads to a position where submission to the impersonal forces of the spontaneous market order appears as the only way to avoid the loss of individual liberty while Polanyi's approach to the economy as an instituted process opens the way to political action and defines a realm of choice where human freedom becomes possible. The discussion presented in the article was inspired by the global protests of 2013, particularly by those in Turkey which were against the market fundamentalism imposed on the society by a religiously conservative government. Seen as a manifestation of political will to control one's social and natural environment, these protests constitute the background against which the contributions of Hayek and Polanyi are revisited in a comparative perspective.

Mots clés

Hayek ; Polanyi ; rationalité économique ; économie de marché ; ordre spontané ; réalité de la société ; liberté.

Keywords

Hayek ; Polanyi ; economic rationality ; market economy ; spontaneous order ; reality of society ; freedom.